

**CONV 24 RD 33 AULNOYE AYMERIES PLAT**

**Commune de AULNOYE AYMERIES**

**RD 33 dite « rue de l'Hôtel de Ville » du PR 14+0110 au PR 14+0280**

**En agglomération**

**CONVENTION**  
**relative à la création d'un plateau surélevé**  
**et à son entretien ultérieur**

Entre :

Le Département du Nord, Hôtel du Département - 51 Rue Gustave Delory 59047 LILLE CEDEX, représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, agissant pour le compte de celui-ci et désigné ci-après « le Département », en application de la délibération du Conseil Général n° DGA/EPI/DVI/03-28 des 24, 25 et 26 mars 2003,

La Commune d'Aulnoye Aymeries, Place du Docteur Guersant BP 20109 59620 AULNOYE AYMERIES, agissant pour le compte de celle-ci et désignée ci-après « la Commune », représentée par son Maire, en application de la délibération du Conseil Municipal en date du ...

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics ;

VU le décret n°2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU le Règlement de Voirie Interdépartemental 59-62 ;

VU l'arrêté de Monsieur le Président du Conseil Départemental n° AR-DAJAP/2023/1006 du 25 septembre 2023 accordant délégation de signature

**Il est convenu ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

La présente convention entre le Département et la Commune a pour objet, d'une part, de préciser les conditions d'occupation du domaine public routier départemental et, d'autre part, de définir les modalités techniques, administratives et financières.

Elle précise les obligations de la Commune en matière d'exploitation et d'entretien ainsi que les responsabilités des deux parties en présence.

### **ARTICLE 2 : Amiante et Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (H.A.P.)**

Pour information, la dernière intervention de chaussée effectuée par le Département sur la RD 33 dite « Rue de l'hôtel de ville » date de 2022 et a consisté à réaliser un enduit coulé à froid entre les PR 14+0128 et 14+0630.

La RD 33 a fait l'objet de recherches d'amiante et H.A.P. au PR 14+0570 (rapport amiante AV2021.10 du 09/01/2020). Ces dernières n'ont pas révélé de présence d'amiante dans la chaussée. Concernant les H.A.P., les analyses ont confirmé un taux de 0,49 Mg/kg MS.

Dans ces conditions et ne prévoyant pas de travaux à court terme, le Département n'a pas prévu d'aller au-delà de cet examen bibliographique.

Il appartient à la Commune de décider ou pas de compléter cet examen. Le cas échéant, il est demandé à la Commune qu'une copie des diagnostics qu'elle souhaiterait réaliser soit transmise au Département afin de compléter la base de données en cours de construction. A l'image du guichet unique, celle-ci a vocation à être partagée entre tous les intervenants sur le domaine public.

### **ARTICLE 3 : Autorisation d'occupation et d'aménagement du domaine public routier départemental**

Le Département met à la disposition de la Commune les emprises nécessaires afin que celle-ci puisse mener à bien les aménagements envisagés sur la RD 33 du PR 14+0110 au PR 14+0280. Elle accepte la mise à disposition des emprises sans réserve, dans l'état où elles se trouvent. Les aménagements qu'elle aura réalisés continueront de faire partie du domaine public routier départemental.

La Commune est autorisée à réaliser, sur les terrains mis à disposition, les travaux de voirie envisagés par la présente convention.

## **ARTICLE 4 : Maîtrise d'ouvrage et dispositions financières**

A noter que, dans le cadre d'une dérogation de démarrage anticipé des travaux, la Commune a obtenu une autorisation de commencement de travaux, par le Département, en date du 30/04/2024.

La Commune a déposé un dossier de demande de subvention au titre de l'aide à la sécurisation des routes départementales pour l'année 2024

## **ARTICLE 5 : Dispositions techniques**

### **5-1 : Spécifications générales**

Les travaux prendront en compte le Règlement de Voirie Interdépartemental 59-62 approuvé le 17 décembre 2014.

La Commune se rapprochera obligatoirement de l'Arrondissement Routier de AVESNES SUR HELPE pour l'implantation des dispositifs de signalisation réglementaire.

Elle fera son affaire des déclarations d'intention de travaux, ainsi que des différentes démarches administratives pouvant les autoriser (arrêtés de restriction de circulation notamment). A noter que, conformément au règlement de voirie, un constat de réception des travaux devra être effectué.

La conformité de la signalisation et le bon état de la voirie peuvent être contrôlés à tout moment par le gestionnaire de la voirie.

### **5-2 : Spécifications techniques**

#### ***5-2/1 : Signalisation temporaire des travaux***

Pendant la période des travaux, la Commune devra signaler son chantier en application des dispositions du Code de la Route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 n° EQU9201451A modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

#### ***5-2/2 : Prescriptions techniques***

L'aménagement comprend :

- la réalisation d'un plateau surélevé avec des rampants n'excédant pas 7% en grave bitume et 6 cm d'enrobés 0/10 avec peinture "dents de requin" (norme NFP 98-300 de juin 1994)
- l'assainissement pour les bouches d'égouts: remblai en matériaux GNTA 0/31,5 jusqu'à la cote 0,30, recouvert par 24 cm de grave traitée au liant hydraulique 0/20 T3 et 6 cm d'enrobés 0/10
- le revêtement de chaussée: BBSG 0/10 classe 3 roulement sans granulat calcaire
- la pente des rampants n'excédera pas 5%
- un panneau C20a peut être ajouté au panneau C27
- le plateau devra être conforme aux recommandations édictées par le CERTU dans son guide "coussins et plateaux" publiés en juillet 2010.

La création d'un passage piétons sur le plateau

### **- Observations particulières**

Concernant les plateaux surélevés, les aménagements devront être conformes aux recommandations édictées par le CERTU dans son guide « coussins et plateaux » publié en juillet 2010.

Les véhicules lourds représentant une part non négligeable du trafic circulant sur les axes départementaux, il est conseillé que les rampes n'excèdent pas 5%.

## **ARTICLE 6 : Entretien, exploitation et responsabilités**

L'exploitation des ouvrages et leur entretien ultérieur seront assurés par la Commune dès leur réalisation, dans le respect des normes édictées par le Règlement de Voirie consultable sur le site Internet du Département.

Si un tiers est en cause, il revient à la Commune de déposer plainte auprès des Forces de l'Ordre.

**6-1** : Les aménagements concernés sont :

### ***Bordures/caniveaux***

La Commune en assurera l'entretien, qui comprend le balayage et/ou le désherbage et/ou les réparations éventuelles voire le remplacement.

Outre l'entretien régulier des aménagements réalisés, elle assurera également celui de la signalisation horizontale et verticale et la matérialisation existantes.

Dans le cas d'une modification du réseau d'assainissement, l'entretien de ce réseau ainsi modifié restera également à la charge de la Commune.

### ***Traversées piétonnes, plateaux surélevés,***

La Commune en assurera l'entretien (balayage et/ou désherbage et/ou renouvellement) y compris la signalisation horizontale, verticale et la matérialisation correspondante.

Un dispositif de recueil des eaux sera nécessaire en pieds de plateau(x) afin d'éviter la stagnation de celles-ci.

Toutefois, à l'occasion des travaux généraux d'entretien de la route et notamment lors du renouvellement périodique des couches de roulement, le Département rétablira si nécessaire le marquage au sol à ses frais sur la base des marques réglementaires.

### ***Panneaux***

La Commune s'engage à entretenir ces équipements sous son entière responsabilité en prenant toutes les mesures de sécurité nécessaires, ce qui comprend notamment la maintenance des installations.

En cas d'incident ou d'accident sur les équipements, le remplacement ou la réparation du matériel est à la charge de la Commune.

**6-2** : Pendant les périodes d'entretien, la Commune :

- doit signaler son chantier en application des dispositions du Code de la Route mentionnées à l'article 5-2/1 ;
- s'engage à prendre toutes les précautions nécessaires afin de :
  - ne pas porter atteinte à l'intégrité du domaine public routier départemental ainsi occupé ;
  - ne pas compromettre la conservation et l'entretien dudit domaine ;
  - se conformer à l'évolution de la législation en la matière (mises aux normes ...).

**6-3** : En cas de dommages au domaine public routier départemental lors des travaux d'entretien, la Commune s'engage à :

- en assumer la responsabilité pleine et entière ;
- garantir le Département de toute indemnisation ou de toute condamnation résultant d'un défaut d'entretien des aménagements visés ci-dessus ;
- faire son affaire personnelle de tout litige ;
- souscrire toute assurance en cette matière de sorte que le Département ne soit pas recherché en responsabilité de ce fait.

**6-4** : En cas de carence de la Commune, le Département, après mise en demeure, dans un délai de 15 jours calendaires, sans délai si la sécurité des usagers est menacée, se réserve le droit de :

- remédier aux défauts d'entretien ;
- prendre les mesures d'entretien qui s'imposent, aux frais et risques de celle-ci.

**6-5** : En cas de résiliation de la présente convention, la Commune est tenue de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la date de résiliation. En cas d'inexécution de cette obligation de remise en état des lieux et après mise en demeure restée infructueuse, le Département procèdera, aux frais de la Commune, au démontage des installations.

## **ARTICLE 7 : Modifications ultérieures**

**7-1** : Toute modification souhaitée par la Commune sur les équipements réalisés devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les travaux ne pourront démarrer qu'après la signature dudit avenant par les représentants respectifs du Département et de la Commune dûment habilités par leur organe délibérant.

**7-2** : Le Département se réserve le droit de déplacer les ouvrages décrits dans la présente convention dès lors que les travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

## **ARTICLE 8 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa notification à la Commune.

Elle demeure valable jusqu'à la disparition des équipements, est délivrée à titre gratuit et ne confère aucun droit réel à la Commune.

Elle peut être résiliée à tout moment, pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter, pour cette dernière, de droit à indemnité.

Les droits des tiers demeurent réservés.

<b>ARTICLE 9 : Litiges</b>
----------------------------

Tout litige dans l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Lille.

**Fait à AVESNES-SUR-HELPE, le**  
**Est validée la présente convention**  
**Pour le Président du Conseil Départemental**  
**Le Responsable de l'Arrondissement Routier**

**Jean Marie BLAVOET**

**Fait à Aulnoye Aymeries, le 31/24.**  
**Le Maire**

**Bernard BAUDOUX**

